



Yves Malier  
Académie des Technologies

**A**près un quart de siècle de participation ou de présidence des différents jurys de la FNTP, je veux témoigner de la qualité du dialogue que j'ai toujours eu avec les quatre présidents : Jean-Louis Giral, Philippe Levaux, Daniel Tardy et Patrick Bernasconi. Cette qualité est pour moi la meilleure preuve de l'attachement que notre profession devrait porter, dans l'avenir, à la recherche, à l'innovation et aux rôles stratégiques de leurs applications dans nos métiers.

Dans ce contexte, félicitons Daniel Tardy d'avoir, en 1999, créé le prix du chercheur de la FNTP, prix destiné à récompenser un chercheur français de notoriété internationale et dont les travaux scientifiques présentent une véritable applicabilité pour le secteur des travaux publics. On doit aussi féliciter Patrick Bernasconi d'avoir poursuivi dans la même voie, installant ainsi définitivement dans notre secteur économique des pratiques usuelles en électronique, chimie, informatique, aéronautique, biotechnologie, métrologie, etc., pratiques permettant à un jury à multi-compétences d'exprimer avec solennité ce qu'un secteur économique attend d'un chercheur confirmé de son champ.

C'est l'occasion aussi de rappeler ce que trop de professionnels ignorent. La communauté des chercheurs de notre secteur compte plus de mille docteurs dont une très grande part travaille dans les laboratoires d'écoles et d'universités, en général bien équipés et performants. Dans de nombreux cas, ces chercheurs – le plus souvent ingénieurs – ont une excellente reconnaissance de la communauté scientifique internationale... Dans le même temps, nos entreprises, à quelques heureuses exceptions près, les sollicitent très peu. En conséquence, nombre d'entre eux ont pris l'habitude, en l'absence de cet aiguillon, d'auto-orienter leurs travaux et/ou de les « caler » prioritairement voire exclusivement sur la réponse aux appels d'offres européens ou internationaux.

Dans le même temps où l'on se réjouit de l'excellence de cette image internationale, on s'interroge sur les conséquences nationales de cette singularité très française.

Aller plus loin dans la réflexion pose de nombreuses questions. Citons-en, quelques-unes.

- Comment créer et faciliter le dialogue entre ingénieurs et chercheurs (souvent issus des mêmes écoles) quand, dans notre secteur, moins de 1 % des ingénieurs embauchés par les entreprises depuis 10 ans a reçu une formation par la recherche ?
- Comment changer le discours de trop de nos DRH qui, en visite dans nos écoles, ne cessent de clamer, auprès des meilleurs diplômés, l'inutilité de toute formation par la recherche ? Dans la plu-

part des pays comparables au nôtre, leurs collègues profitent de périodes de fort développement, pour investir sur le long terme et embaucher de très brillants jeunes ingénieurs docteurs qui, après avoir été immergés une décennie en production dans l'entreprise, seront ses experts techniques de demain, experts que nous ne renouvelons plus guère en France depuis 15 ans.

- Comment faire, à l'échelle de chaque région, pour qu'il n'y ait pas qu'une minorité d'entreprises qui, avec une compréhensible difficulté de création, sache utiliser à son bénéfice le potentiel de recherche qui existe localement ?
- Quand il s'agit de parler de recherche, alors que nos professionnels ont un passé si brillant en termes d'innovations et un potentiel d'avenir si porteur en termes de marchés, comment se satisfaire de l'action isolée de comités « Théodule », certes tous pleins de sincérité mais comptant bien peu d'ingénieurs en activité et encore moins de patrons de nos équipes de recherche ?
- Constatant la difficulté qu'ont les ingénieurs français à se libérer pour siéger dans les commissions internationales, comment expliquer qu'ils ne délèguent jamais aux chercheurs les plus appliqués ces fonctions plutôt que de laisser la chaise française vide ? Tous nos voisins européens, nord-américains ou asiatiques le font très intelligemment et utilisent cette fonction pour obliger le chercheur à mieux connaître les besoins et les contraintes de la profession.
- Avec raison, beaucoup d'ingénieurs reconnaissent aux Projets Nationaux (PN) et à l'excellent IREX, sorte de « start-up » de la FNTP, le grand mérite d'avoir conduit à des avancées détonnantes. Parfois, certains regrettent, toujours avec raison, que ces avancées, bloquées par la nécessité de recherches plus fondamentales, n'aient pas pu aller plus loin... ou aient été poursuivies avec bonheur dans d'autres pays. Depuis 1983, date de lancement du premier PN, il en a existé plus de trente. Ils ont donc été « managés » par plus de 60 personnalités (un président + un directeur par PN). Sur ces 60, j'ai eu l'étrange privilège d'être le seul universitaire appelé à l'une et à l'autre de ces deux fonctions. Pourquoi un tel déséquilibre quand on vise à la connaissance réciproque des ingénieurs et des chercheurs... et quand on veut faire des sauts technologiques nécessitant parfois de vaincre, en amont, des verrous scientifiques forts ?

Je laisserais si je poursuivais ! Ma conclusion est pour dire, sans langue de bois, que, s'agissant de la recherche et de l'innovation, la FNTP a mille fois raison de poursuivre ses efforts sans fléchir. Je veux dire aussi que ces efforts, remarquablement ou partiellement prolongés au sein d'entreprises pour moi exemplaires, doivent être compris et repris par l'ensemble des professions de la construction. Une prise de conscience générale quant au positionnement de la recherche est nécessaire.

Sauf à risquer un retard sur nos concurrents, retard qui pourrait être dramatique pour certains en cas de crise même partielle, il est temps de suivre l'exemple que certaines entreprises, grandes ou petites nous montrent en ayant, à l'égard de la recherche, une stratégie ambitieuse, réaliste. Il est temps aussi d'adapter bien des comportements à cette stratégie.